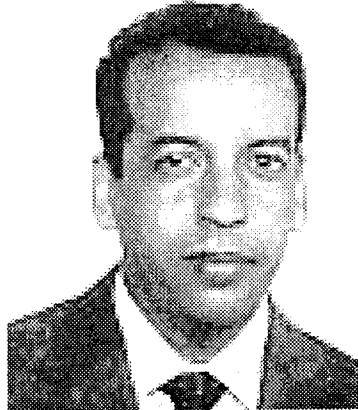


Un nouveau mouvement de l'opposition radicale, l'Alliance Patriotique, s'annonce avec fracas sur le net

Menace virtuelle

Quelques personnalités de l'entourage de campagne de Mohamed Khouna Ould Haïdalla lors de sa dernière candidature à la présidentielle et des membres de la direction de Conscience et Résistance (CR) viennent de lancer à l'étranger un nouveau mouvement d'opposition radicale qu'ils ont appelé l'Alliance Patriotique. Leur programme comporte un seul point: faire tomber, par tous les moyens, le régime du président Ould Taya.



Ely Ould Sneiba,
porte-parole de l'Alliance

convoquer des assises nationales pour sceller la réconciliation entre mauritaniens et édifier sur ces bases une démocratie respectueuse des droits collectifs et individuels des citoyens". Les actes de ces assises, note le communiqué de l'Alliance Patriotique, seront intégrés, après consultation du peuple mauritanien, dans la loi fondamentale.

Dans un autre document intitulé "Appel à la création de l'Alliance Patriotique", diffusé sur le site Mauritanie-Net et posté quelques minutes seulement avant le communiqué de presse, les initiateurs de cette nouvelle structure dressent un tableau sombre de la situation du pays, caractérisé selon eux

par "un très lourd passif humanitaire, la tolérance de l'esclavage, l'impossibilité d'une alternance par les voies démocratiques, la violation du sacré par l'irruption du pouvoir dans les mosquées, la tribalisation des forces armées, l'immixtion dans les affaires intérieures d'Etats voisins". Face à cela, l'Alliance Patriotique appelle toutes les forces de l'opposition à s'unir pour "mettre fin à ce système et à son régime".

Pour atteindre son objectif, ce mouvement n'exclut pas le recours à la violence. Son porte-parole, Ely Ould Sneiba, a déclaré au Calame qu'il s'agit d'un "changement d'approche", et que "l'opposition doit revoir sa copie et faire preuve de pragmatisme". Selon lui, "ce qui a été pris par la force n'est recouvrable que par la force". En d'autres termes, explique-t-il, Ould Taya est arrivé au pouvoir par la force et ne partira que par la force. Ce message, ajoute Ould Sneiba, nous ne l'avons pas saisi à temps, d'où "notre compréhension tardive de l'action des cavaliers du changement (les putschistes en fuite, NDLR)". A cet effet, il salue leur action et estime que l'opposition s'est enrichie d'un mouvement militaire qui œuvre, comme elle, pour le changement.

Suite page 3

Un nouveau mouvement de l'opposition radicale, l'Alliance Patriotique, s'annonce avec fracas sur le net

Suite de Une

Qui sont ces Alliés?

Le communiqué annonçant la création de l'Alliance Patriotique est signé par quatorze personnes qui résident actuellement en dehors du pays, et qui ont tous pu s'octroyer le statut de réfugiés politiques. Ce sont soit des membres du mouvement Conscience et Résistance (en parfaite déconfiture depuis une année), soit des membres du staff de campagne de Ould Haidalla, dont son porte-parole pendant la campagne, Ely Ould Sneïba, qui est également porte-parole de la nouvelle structure. On note aussi la présence de trois anciens militaires qui étaient actifs aux côtés de l'ancien président et qui ont quitté le pays au lendemain de l'élection présidentielle: Diop Moustapha, Kébé Abdoulaye Hachim et Breyka Ould M'Bareck. Pour ce qui est de Conscience et Résistance, on note la présence de Jemal Ould Yessa, Kane Saïdou, El Arby Ould Saleck et d'autres signatures connues à travers le Net comme celles d'opposants au régime. Cette nouvelle structure est donc le résultat d'une alliance entre le mouvement de Ould Yessa et les éléments du staff de Ould Haidalla partis en exil. Il est à noter, pour appuyer ce propos, que le discours développé par la nouvelle Alliance est pratiquement identique à celui que Jemal Ould Yessa n'a cessé de défendre depuis la mise en place de son mouvement, il y a près de sept ans. Au niveau de la forme, on voit aussi que son organisation est similaire à celle de CR, dans la mesure où la personnalité la plus en vue du mouvement est son porte-parole. La seule différence, peut-être, est que ce poste est occupé par Ould Sneïba au lieu de Jemal. Quant aux moyens de lutte préconisés (discours radical, utilisation excessive du Net), ils sont identiques. Il faut signaler enfin que, contrai-

Menace virtuelle

rement à ce qu'ils déclarent, leur communiqué n'a pas été fait à Nouakchott mais probablement à Dakar ou à Paris.

Sur un autre plan, des questions se posent encore sur les possibilités qu'a pu avoir le nouveau mouvement d'établir des contacts avec les auteurs de la tentative de putsch manqué du 8 juin 2003, toujours en fuite. Le porte-parole de l'Alliance Patriotique n'a ni nié, ni confirmé l'existence de tels liens. Il s'est limité à dire qu'il y a "naturellement complémentarité et compréhension" entre les deux parties, l'Alliance patriotique et les Cavaliers du changement. On ne dispose pas encore d'informations exactes sur l'existence d'une éventuelle association entre les deux groupes, mais cette hypothèse n'est pas à exclure. Objectivement, chacun d'eux peut avoir besoin de l'autre. Les putschistes ont certainement besoin de s'allier à un mouvement politique pour devenir lisibles et l'Alliance Patriotique peut jouer (elle joue déjà) ce rôle pour les militaires en cavale qui, à leur tour, peuvent renforcer le mouvement radical et, surtout, lui éviter d'être réduit à sa plus simple expression: une opposition électronique.

S'ouvrir ou risquer le dérapage

La dernière élection présidentielle de novembre 2003 a ouvert une crise politique aiguë qui a mené à des blocages quasi infranchissables dans les conditions actuelles de commerce entre les partenaires politiques. En effet, les candidats de l'opposition refusent toujours de reconnaître la légitimité du pouvoir issu de ces élections et ce dernier, fort de sa victoire "éclatante", fait comme si l'opposition n'existait pas. Il n'accepte donc pas, de ce fait, de reconnaître

l'existence d'une quelconque crise politique. Une position réconfortée par l'apparence de calme et l'inconsistance de l'opposition.

Cette situation de blocage est dangereuse et est propice à tous les dérapages. Tous les pays africains qui ont connu de telles situations ont sombré dans la violence et la guerre civile. La naissance en Mauritanie d'un mouvement qui prône la violence, aussi faible soit-il encore, fait peur et doit être prise très au sérieux. Les acteurs politiques, pouvoir comme opposition, sont appelés à lire la situation les yeux grands ouverts, et à dépasser les blocages et les frustrations pour l'intérêt général de la Nation. Le pouvoir, plus que l'opposition -faible et affaiblie par une élection désastreuse-, est aujourd'hui le seul en mesure de prendre l'initiative pour décrier la situation et désamorcer la crise.

Cela peut se traduire par une amnistie au profit de toutes les personnes condamnées à la suite de l'élection présidentielle ou poursuivies pour des délits d'opinion; ça peut aussi se concrétiser par l'ouverture des médias publics à un débat contradictoire pour les préparer à une réelle ouverture à l'opposition politique et, surtout, la promulgation d'un code électoral consensuel qui tient compte de l'existence de partenaires politiques différents mais pas ennemis, et qui rompt avec la méthode unilatérale de gestion du processus démocratique adoptée jusqu'ici. Une telle initiative conduira certainement l'opposition à reconnaître le pouvoir. Et c'est à ce prix et à ce prix seulement qu'on pourra faire éviter à notre pays les risques des lendemains incertains.

MOUSSA OULD HAMED